

## Édito du 16 juin 2023

## La détérioration continue de la situation des personnels

La proposition récente de revalorisation des salaires est en trompe-l'œil. Un pas nouveau est en réalité franchi vers **une lente mais inexorable détérioration** des situations personnelles des collègues.

Une **revalorisation de 1,5%** du point d'indice au **1er juillet** pour les agents de l'État est très insuffisante même si le gouvernement s'est, par ailleurs, engagé à accorder au **1er janvier 2024 5 points d'indice à tous**. En clair, chaque échelon serait revalorisé de 5 points soit l'équivalent de 25 euros par mois en moyenne. L'ensemble de ces mesures ne compense pas la forte inflation qui reste aujourd'hui supérieure à 5%.

Le compte n'y est pas. Le pouvoir d'achat des collègues continue à se détériorer.

Ce mardi 13 juin, nos collègues Accompagnants des Élèves en Situation de Handicap (AESH) sont en grève. Souvent marginalisés et peu écoutés par les pouvoirs publics, ils souhaitent alerter sur leur situation. Ils revendiquent un vrai statut et une vraie reconnaissance de leur utilité au sein du collectif de travail.

Nous leur apportons pleinement notre soutien. Nous observons également que dans de nombreux établissements au sein du réseau EFE, des collègues de droit local voient leur situation se détériorer, se fragiliser, parfois même se précariser au nom de la rigueur budgétaire imposée par les comités de gestion, émanation de la volonté des associations de parents d'élèves. Plus grave encore, certains d'entre eux, dans une certaine opacité ne bénéficient pas de la reconduction de leur contrat. Le droit local est invoqué pour légaliser des ruptures de contrat de travail reposant sur une asymétrie d'information et de pouvoir entre l'employeur et l'employé au sein d'une relation contractuelle, de fait déséquilibrée.

Certaines situations personnelles deviennent dramatiques et ce, dans une certaine indifférence de l'Agence et de ses représentant·es..

Le Sgen-CFDT de l'étranger, est à l'écoute de tou·tes les collègues. Nous portons, avec constance la revendication juste d'améliorer le pouvoir d'achat de tous les agents. Nous sommes bien évidemment prêts à défendre toutes les situations d'injustice tant personnelles que sociales.